

La place de l'histoire du Québec dans le réseau collégial

Un destin incertain

L'éducation a pour objectif d'assurer l'acquisition des outils nécessaires pour évoluer dans un cadre social commun. Cette participation fondamentale de l'éducation à la socialisation se décline sous de multiples formes. L'apprentissage d'un langage commun est le défi premier que rencontre le réseau de l'éducation. Mais pour participer pleinement à la vie sociale, il ne suffit pas de parler la même langue, il est aussi nécessaire de connaître l'histoire de sa collectivité, et ce, afin de prendre part au devenir collectif de celle-ci. Sur cette question, force est de constater que le réseau collégial québécois dédaigne à remplir cette tâche cruciale.



Hubert Forcier
Conseiller politique et agent d'information à la FEC-CSQ
fec.forcier.hubert@csq.qc.net

l'année 2010, ils ont mené une étude auprès de 140 enseignantes et enseignants en histoire au collégial, en plus d'étudier la liste des cours offerts en histoire depuis janvier 1995. Ils en viennent à la conclusion que « la place du cours d'histoire du Québec est marginale dans la très grande majorité des établissements collégiaux¹ », alors que ce cours n'occupe plus que 8 % des cours d'histoire offerts au collégial.

C'est du moins ce qu'avancent Gilles Laporte et Myriam D'Arcy dans la recherche *Je ne me souviens plus*. Au cours de



Gilles Laporte



Myriam D'Arcy

Ce phénomène est surtout causé par deux tendances, soit par l'importance croissante des questions internationales dans les cours d'histoire et par la place primordiale qui est donnée à l'histoire des identités particulières.

Alors que l'on boude les cours d'histoire du Québec, les cours d'histoire internationale sont de plus en plus prisés. Des efforts constants sont consentis à l'exposition des « enjeux relatifs à la citoyenneté dans un contexte de mondialisation² ». S'il n'est pas question de se dresser contre cette tendance, nous pouvons tout de même nous demander si nous ne devrions pas avant tout consacrer nos énergies à comprendre la société québécoise, pour ensuite pouvoir porter un regard éclairé sur les autres sociétés.

Les chercheurs remarquent aussi une augmentation significative des cours d'histoire portant sur les identités particulières.

Encore une fois, il n'est pas question de s'opposer à l'histoire des identités particulières, mais il nous apparaît crucial d'insérer cet intérêt dans un cadre défini auquel nous participons toutes et tous, soit celui de notre appartenance à la société québécoise.

En somme, si l'intérêt pour la citoyenneté en contexte mondialisé et pour l'histoire des minorités est en soi bénéfique, il ne doit pas entraîner l'effacement de la référence à la société québécoise dans les cours d'histoire au collégial. C'est pourquoi l'ajout d'un cours obligatoire d'histoire du Québec dans la formation générale est une piste de solution à envisager.

1 Laporte, Gilles et D'Arcy, Myriam, *Je ne me souviens plus : L'état désastreux de l'histoire nationale dans le réseau collégial public du Québec*, Fondation Lionel-Groulx, novembre 2010, p. 5.

2 *Ibid.*, p. 19.

Vie syndicale

Adéquation éducation et développement territorial

Alors que s'amorce la tournée du MELs sur l'adéquation formation-emploi, syndicats et associations étudiantes réaffirment l'importance du maintien et du développement du réseau collégial et exigent une stratégie gouvernementale globale en soulignant le rôle des cégeps comme leviers du développement régional et national.



Catherine Paradis
3^e vice-présidente à la FEC-CSQ et enseignante au cégep de Rimouski
Catherine.Paradis@cegep-rimouski.qc.ca

La FEC, dans ses propositions sur la formation technique et la tournée régionale¹, insiste sur la reconnaissance de ce rôle et réclame aussi un plan d'action national qui assure le maintien et le développement d'une offre de formation publique diversifiée, qualifiante, transférable et citoyenne accessible sur l'ensemble du territoire, un plan qui renforce le réseau des cégeps et limite la compétition entre les établissements. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) abonde en ce sens et lance sa campagne d'appuis « Pour un réseau collégial partout, pour tous! » Enfin, la CSQ rappelle, dans son document préparatoire à la tournée, que l'on doit « retrouver une vision de réseau dans le déploiement de l'offre de formation professionnelle et technique sur l'ensemble du territoire québécois. [...] Nous croyons également que cette coordination doit être orchestrée au palier national, par le MELs et les acteurs concernés, dans une perspective d'occupation du territoire et de développement économique régional.² »

Disparités et accessibilité

Le message a beau être porté par plusieurs voix, il circule difficilement car il soulève des questions importantes mais déchirantes : alors que certaines régions se dépeuplent et que d'autres explosent, que des cégeps voient certains de leurs programmes fermer et que d'autres demandent au MELs d'augmenter leur devis scolaire³, que faire pour continuer à assurer cette formation de qualité accessible à tous (au plus près des populations) qui contribue à vitaliser tout le Québec?

Développement régional et système éducatif sont intimement liés. Pour assurer la vitalité et le développement des régions, on doit permettre aux jeunes d'y rester et leur donner accès à une éducation supérieure près de chez eux.

Un tournant territorial

Selon Mme Danielle Lafontaine, professeure en développement régional à l'UQAR (de 1978 à 2009) et chercheuse au CRDT⁴ et au GRIDEQ⁵, nous sommes pré-

sentement dans un « tournant territorial des idées et des politiques » : de multiples opportunités s'offrent aux acteurs qui occupent et habitent les territoires. Depuis les années 2000-2001, au niveau politique, il s'est fait sur le terrain plusieurs choses très intéressantes. La Politique nationale de la ruralité (PNR) et la Loi et Stratégie de développement durable (DD), qui proposent une vision où l'économie, le social et l'environnemental sont pris en compte, en sont de bons exemples. Les projets ACCORD, où certaines régions sont leaders ou co-leaders, aussi. Or, ces créneaux ne se bâtissent pas du jour au lendemain.

L'éducation et la culture, les parents pauvres du développement

Tant dans le cas de la PNR que dans le cas de la Loi et Stratégie de DD et des projets ACCORD, toute la question des savoirs, des compétences, des expertises, de l'innovation et de la créativité, qui ne se développent pas tout seul, est essentielle. Mme Lafontaine considère que l'éducation et la culture (qui sont liées) sont les parents pauvres dans la question du développement : « Nous sommes dans un univers où l'on met l'accent sur la production. La culture, la formation, la créativité sont souvent tenues pour acquies ou considérées comme allant de soi; elles ne sont pas considérées comme l'élément le plus crucial alors que c'est le plus crucial de tous. Et cette créativité n'est pas seulement l'outil crucial du développement économique, mais elle l'est aussi pour le développement des êtres humains et sociaux dans le développement. La finalité même du développement est autant culturelle qu'existentielle. Il faut vivre, et pour cela il faut travailler et innover, mais il faut aussi que les êtres humains puissent s'épanouir dans les cadres sociaux. La culture et la formation, et toute la question des missions éducatives sont donc très importantes.⁶ »

Ne pas couper l'arbre avant que ses fruits soient mûrs

Nous voilà donc dans un tournant, et les réseaux de l'éducation sont au cœur de ce grand projet de développement durable solidaire où l'on propose une mise en valeur multiforme et multifonctionnelle de ressources multiples, et la construction de ressources nouvelles. Toutefois, nous sommes également dans un moment où l'on constate que tout n'a pas porté fruit. Or, si l'on coupe dans les services éducatifs maintenant ou si on les diminue ou si on ne



Danielle Lafontaine

parvient pas à leur donner de nouveaux paramètres, tous les efforts qui ont été faits au cours des trente dernières années, en particulier au cours de la dernière décennie, ne pourront pas vraiment donner tous leurs fruits.

Le développement d'un dialogue et d'une vision

« Il faut garder un œil sur nos spécificités, nos valeurs et nos exigences; éviter les alignements trop rapides, qu'on ne s'approprie pas. Si seulement on n'avait pas le sentiment d'être poussé par une sorte d'urgence fataliste, mais qu'on avait le sentiment d'avoir une certaine prise. Il faut se donner les conditions pour retrouver un enthousiasme, se donner le temps de discuter au national, dans chaque région et dans chaque MRC, dans des conditions respectueuses où la parole circule, pour se donner un projet, une vision pan québécoise. Dans ce grand chantier de l'éducation pour le développement, qui doit être remis au-devant de la scène d'une préoccupation pan québécoise comme ce fut le cas pendant la Révolution tranquille, les cégeps sont plus nécessaires que jamais; mais ils ont besoin de moyens renouvelés, et d'autres nouveaux.⁷ »

La FEC poursuivra sa réflexion sur cette question lors du prochain Conseil régional, qui se tiendra à Rimouski les 2 et 3 juin. Mme Lafontaine y prononcera une conférence sur le sujet afin de lancer la discussion.

1 Proposition de la FEC-CSQ pour relancer la formation technique dans le réseau collégial, [en ligne] www.fec.csq.qc.net/sites/1678/documents/dossiers/proposition_fec_formation_technique.pdf (consulté le 12 avril 2011).

2 CSQ, *Cinq grands défis pour améliorer l'adéquation entre la formation et l'emploi*, [en ligne] http://travail.csq.qc.net/sites/1673/documents/grands/cinq_grands_defis.pdf (consulté le 12 avril 2011).

3 Le devis scolaire est l'assise sur laquelle repose la planification des besoins relatifs aux investissements requis pour l'accroissement des parcs immobilier et mobilier. Il fixe par conséquent le nombre d'étudiantes et d'étudiants qu'un établissement peut accueillir. Le Cégep de Lanaudière à L'Assomption, par exemple, a obtenu en janvier 2011, une majoration de son devis scolaire de 1 270 à 1 645 étudiants.

4 Centre de recherche sur le développement territorial.

5 Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec.

6 Entretien avec Mme Danielle Lafontaine, chercheuse en développement régional à l'UQAR, au CRDT et au GRIDEQ, réalisé le 7 avril 2011

7 *Ibid.*